



HAL
open science

La crise syrienne

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. La crise syrienne. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, 2013, 58, pp. 20-28. halshs-00841963

HAL Id: halshs-00841963

<https://shs.hal.science/halshs-00841963v1>

Submitted on 5 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

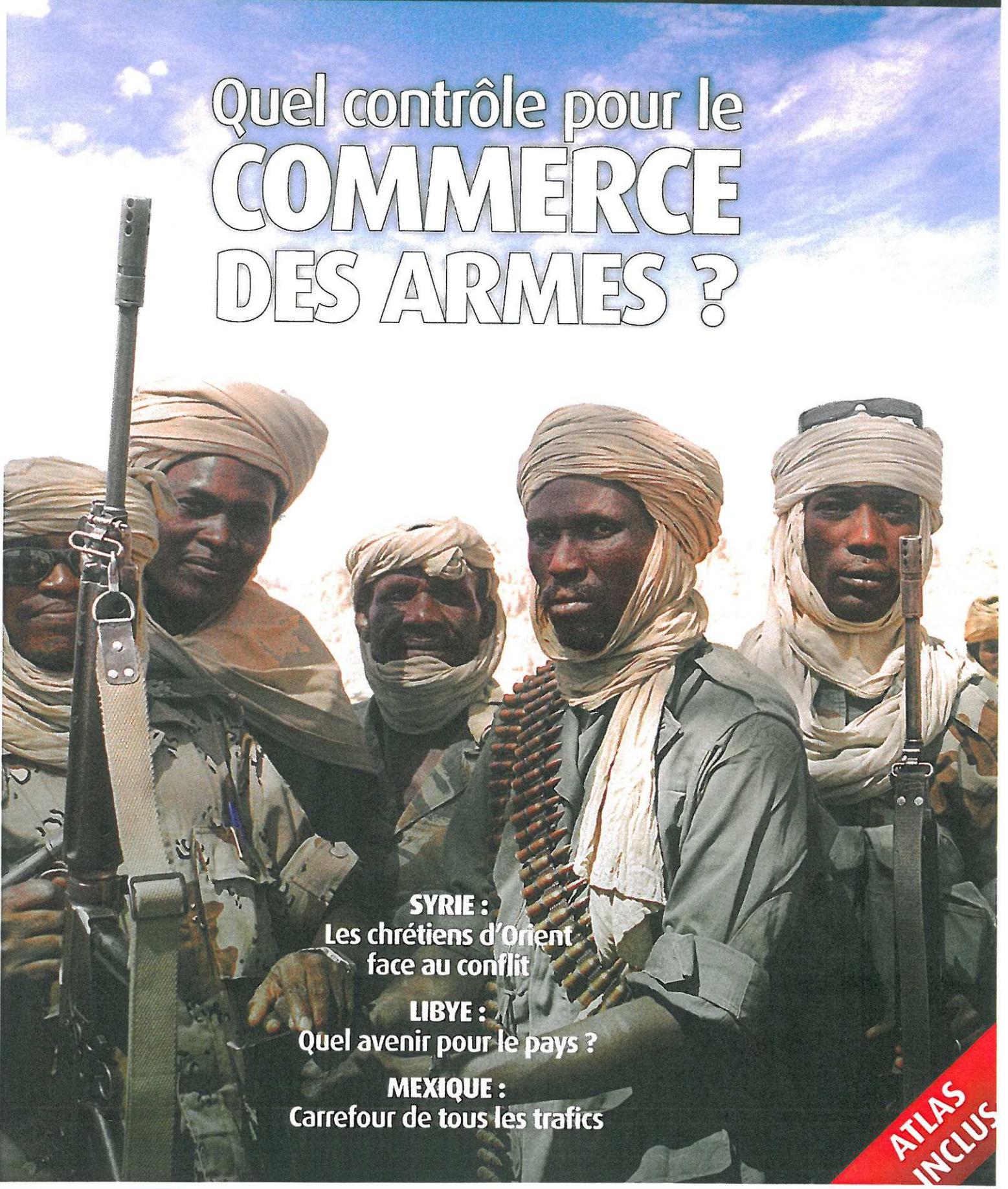
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DIPLOMATIE

N°58

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Quel contrôle pour le **COMMERCE DES ARMES ?**



SYRIE :
Les chrétiens d'Orient
face au conflit

LIBYE :
Quel avenir pour le pays ?

MEXIQUE :
Carrefour de tous les trafics

**ATLAS
INCLUS**



Par **Fabrice Balanche**, maître de conférences à l'Université Lyon 2, directeur du Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO).

La crise syrienne : itinéraire de la transformation d'une révolte en guerre civile

Contrairement aux autres révolutions arabes auxquelles ont été trouvées des issues relativement rapides, la révolte syrienne court depuis près d'un an et demi. Les enjeux géostratégiques que représente la république gouvernée par Bachar el-Assad, et le communautarisme historiquement présent dans le pays expliquent la transformation de la crise syrienne en guerre civile.

Le 31 janvier 2011, le *Wall Street Journal* publiait une longue interview de Bachar el-Assad (1) dans laquelle il tenait des propos rassurants sur l'avenir de la Syrie, comparé à la Tunisie et à l'Égypte en proie à la tourmente révolutionnaire. Cependant, le président syrien n'est pas naïf. Il savait que son pays n'était pas à l'abri d'une contagion révolutionnaire. Durant l'hiver 2010-2011, les Syriens avaient pu suivre en direct, sur Al Jazeera, les émeutes en Tunisie et en Égypte qui avaient

abouti à la chute des présidents Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Mubarak. Le feu couvait en Syrie depuis des années en raison de la dégradation de la situation économique et sociale, pour la majorité de la population, la montée des tensions communautaires et le maintien d'un système autoritaire anachronique. L'arrestation de treize adolescents à Deraa, en mars 2011, emprisonnés et torturés pendant trois semaines, parce qu'ils avaient écrit des slogans contre le régime sur le mur de leur école, mit

Photo ci-dessus : Des membres de l'opposition syrienne brandissent leurs armes, le 3 août 2012 à Alep, capitale commerciale de la Syrie, qui est alors le théâtre de violents combats entre les forces gouvernementales syriennes et les forces armées rebelles. La majorité des rebelles se sont regroupés au sein de l'Armée Syrienne Libre, qui compterait entre 30 000 et 40 000 hommes dans ses rangs. Ce groupe d'opposition armé, dont la formation a été annoncée fin juillet 2011, est composé d'anciens membres des forces armées syriennes qui ont fait défection et de civils. (© AFP Photo/Vedat Xhymshiti)



le feu aux poudres. D'autant plus que les autorités locales réagissent de la façon la plus maladroite qui soit. Au lieu de relâcher les adolescents rapidement, elles humilièrent les notables qui vinrent en délégation pour demander leur indulgence. Les manifestations furent réprimées avec violence et les arrestations arbitraires se multiplièrent. La révolte embrasa rapidement toute la province de Deraa et se propagea dans le reste du pays. Pour tenter d'éteindre l'incendie, après avoir envoyé la troupe, Bachar el-Assad prononça un discours ennuyeux au parlement syrien le 30 mars 2011 (2), dans lequel il qualifiait la révolte de « complot de l'étranger », sans préciser de quel étranger il s'agissait. Il pouvait faire allusion à l'ennemi héréditaire israélien, mais aussi au Qatar. Le 25 mars 2011, le célèbre prédicateur Youssef al-Qardaoui, frère musulman égypto-qatari, avait

“ Le régime avait une méconnaissance complète de la situation socio-économique du pays, bercé par l'illusion des bienfaits de sa politique de libéralisation et d'ouverture économique. ”

salué les révolutionnaires syriens dans son émission hebdomadaire *ash-Shariah wal-Hayat* (« la loi islamique et la vie ») sur Al Jazeera : « Aujourd'hui, le train de la révolution arabe s'est arrêté à une station, il s'agit de la station syrienne. La Syrie ne peut pas rester en dehors de l'histoire de la communauté arabe » (3). Ce discours fut considéré comme une déclaration de guerre de la part du Qatar et des Frères musulmans. Bachar el-Assad annonça le 30 mars des mesures économiques d'urgence, telles que l'augmentation de 30 % du salaire des fonctionnaires, pensant que cela suffirait à calmer le mécontentement social. Il est vrai que dans le passé, ces augmentations étaient accueillies avec joie par une population largement dépendante du secteur public, mais en 2011, la situation a changé et cette mesure a plutôt exaspéré les millions de chômeurs et de travailleurs précaires que compte la Syrie. Cela signifie que le régime avait une méconnaissance complète de la situation socio-économique du pays, bercé par l'illusion des bienfaits de sa politique de libéralisation et d'ouverture économique.

À ce stade de la crise, nous étions bien dans un processus révolutionnaire comparable à celui de l'Égypte et de la Tunisie. Mais après quelques mois, le conflit est entré dans une logique de guerre civile avec des tendances communautaristes marquées dans plusieurs régions, en raison de la nature du régime et de l'organisation de la société syrienne. L'appartenance de la Syrie à l'axe pro-iranien et son alliance stratégique avec Moscou ont conduit à une internationalisation de la crise et à un bras de fer entre l'Alliance Atlantique et le duo Russie-Chine. Contrairement à la Tunisie, à l'Égypte et au Yémen, où la chute du régime n'a pas entraîné un basculement du pays dans le camp opposé, celle de Bachar el-Assad conduirait la Syrie dans le camp de l'Alliance Atlantique et des pétromonarchies du Golfe, ce qui complique la résolution de la crise.

Des réponses inadaptées à la crise sociale

Depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2000, Bachar el-Assad a accéléré la libéralisation de l'économie syrienne lancée timidement par son père durant la décennie précédente. Il s'agissait pour le jeune président syrien de créer un environnement attractif pour les capitaux étrangers, en particulier en provenance du Golfe. Ces derniers commencèrent à investir dans des projets immobiliers de luxe à Damas et à Lattaquié ; quelques sociétés occidentales (Lafarge, Fromageries Bel et Air Liquide) s'installèrent également en Syrie. Officiellement, cette libéralisation était destinée à créer des emplois pour résorber le chômage massif de la jeunesse. Car l'État n'avait plus les moyens de les embaucher dans le secteur public, par conséquent une explosion sociale était à craindre. Il s'agissait également pour la nouvelle génération au pouvoir de profiter de sa position dominante pour faire fructifier les capitaux accumulés par le détournement des fonds publics, la corruption et divers trafics avec le Liban. La nouvelle stratégie économique favorisa l'enrichissement massif des proches du régime, mais elle ne résolut pas le problème du chômage. En 2010, Bachar el-Assad affirmait dans un discours que le tourisme serait le nouveau pétrole de la Syrie et que cette activité créerait deux millions d'emplois à l'horizon 2020. Une telle promesse n'engageait bien sûr que ceux qui le croyaient, car la réalité était tout autre. Certes, le nombre de touristes était en augmentation constante depuis 2005, mais la Syrie était loin de pouvoir concurrencer l'Égypte, la Turquie ou même la Jordanie, en raison des nombreux blocages bureaucratiques et de la prédation exercée sur ce secteur par les proches du président syrien, tel Rami Makhoul. Une plaisanterie très répandue en



Photo ci-contre :

Le quartier sunnite de Midan, à Damas, le 20 juillet 2012, sinistré à la suite des bombardements effectués par les forces gouvernementales syriennes pour reprendre des mains des rebelles le contrôle de cette zone. Des véhicules blindés y auraient ensuite été déployés et des tireurs embusqués de l'armée auraient pris position sur les toits. (© Xinhua)



Syrie exprime d'ailleurs parfaitement le sentiment populaire à l'égard de ce personnage, homme de paille du clan El-Assad : « Si tu veux t'enrichir, tu dois devenir soit un voleur, soit un Makhlouf » (« *ya khalef ya Makhlouf* »). Ainsi, en mars 2011, les locaux de Syriatel, la société de téléphonie mobile de Rami Makhlouf, furent pris pour cible par les émeutiers à Deraa. Bachar el-Assad ne s'est pas préoccupé de la montée des tensions sociales, si ce n'est par quelques mesures marginales comme une allocation destinée à l'achat du fuel domestique pour les plus démunis lorsque les prix triplèrent en 2008. Il a laissé se dégrader les services publics et sociaux alors que la libéralisation économique exigeait justement des mesures de soutien aux plus démunis. Les périphéries, autrefois favorisées par le régime baasiste dans un but de rééquilibrage territorial mais aussi clientéliste, furent abandonnées. Certes, le système économique hérité du baasisme n'était pas viable, car il générerait un mal-développement, et il devait par conséquent être réformé. Mais la stratégie économique de Bachar el-Assad ne pouvait conduire le pays qu'au désastre, car elle provoquait une augmentation des écarts sociaux et territoriaux insoutenable, qui plus est dans un contexte de forte croissance démographique. Ce retournement de l'espace syrien explique en partie pourquoi des zones autrefois favorables au régime baasiste comme Deraa, Idleb, Deir Ez Zor et les campagnes de Homs et de Hama se sont soulevées contre lui.

Sur le plan politique, l'opposition syrienne exige une démocratisation du système, la fin des privilèges du parti Baas, la limitation des pouvoirs des services de sécurité, la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 et de véritables élections à tous les niveaux. Bachar el-Assad a réagi rapidement en levant l'état d'urgence le 19 avril 2011 et en annonçant une réforme prochaine de la Constitution, adoptée par référendum en février 2012. Cependant, le résultat du référendum, tout comme celui des élections législatives de mai 2012, ouvertes à l'opposition légale, furent comme d'habitude manipulés et sans surprise. Le nouveau gouvernement « issu des urnes » est

présidé par un pur produit de l'appareil baasiste, Riad Hijab. L'opposition réelle a refusé de participer à ce qu'elle considérait comme une mascarade électorale. Toute solution politique sérieuse semble par conséquent bloquée au profit d'un rattachement de force militaire.

Depuis le début de la crise, un flot régulier et croissant de militaires syriens ont fait défection et constituent l'Armée Syrienne Libre (ASL), dont le commandement se trouve dans la province turque du Hatay (l'ex-Sandjak d'Alexandrette).

“ Le régime des Assad manipule les communautés depuis des décennies et surtout sa propre communauté pour affermir son pouvoir. ”

nombreux groupes de civils rejoignent l'ASL ou plutôt se rallient à l'ASL car ils se contentent de libérer leurs villages et leurs quartiers. L'ASL n'est pas une armée organisée avec une chaîne de commandement capable de coordonner de grandes opérations d'envergure. L'échec des rebelles à Damas et leur défaite à Alep en juillet-août 2012 témoignent de la faiblesse de l'ASL lorsqu'elle doit affronter l'armée régulière syrienne sur des objectifs précis. Son principal avantage réside dans le nombre de combattants et le soutien de la population dans les campagnes et les banlieues populaires. L'arrivée de plus en plus remarquée de djihadistes et la part croissante que prend l'Islam dans la mobilisation des combattants de l'ASL est caractéristique de la dérive communautariste que prend la révolte syrienne.

La dérive vers une guerre civile communautaire
Le conflit en Syrie est devenu au fil des mois une guerre civile que l'on peut qualifier de communautaire, en particulier dans les zones de contact entre sunnites et alaouites. Les premières manifestations contre le régime au printemps 2011 réunissaient des opposants de toutes confessions dans les rues de Lattaquié, Homs et Hama, mais avec la militarisation du conflit, les clivages communautaires sont apparus au grand jour. Dans la périphérie du territoire alaouite, les massacres de civils sunnites à Houlé, Mazraa Qoubeyr et Treymssa sont caractéristiques d'une stratégie d'épuration ethnique en vue de protéger un « réduit alaouite » en cas de chute du régime. Ces massacres répondaient en outre au harcèlement des populations alaouites de Homs par les rebelles et à des assassinats d'alaouites, au prétexte qu'ils sont forcément tous liés au régime des Assad. L'opposition accuse régulièrement le régime syrien d'utiliser le communautarisme pour briser le mouvement révolutionnaire. Certes, le régime des Assad manipule les communautés depuis des décennies et surtout sa propre communauté pour affermir son pouvoir, cependant réveiller le communautarisme est une arme à double tranchant. Ainsi, il obtient le soutien des alaouites et la neutralité bienveillante des chrétiens, druzes et ismaéliens. Mais cela conduit en retour à l'unité des arabes sunnites, ce qui lui serait donc fatal, car il ne pourrait s'appuyer au mieux que sur 20 % de la population, tandis que les 65 %

Photo ci-dessous : Des observateurs de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne (MISNUJ) discutent dans leur hôtel de Damas, le 17 août 2012. La moitié des observateurs ont quitté le pays le 25 juillet 2012. Les 300 observateurs militaires non armés, accompagnés d'une centaine d'experts civils, avaient été déployés en avril afin de surveiller le cessez-le-feu – issu du plan de paix proposé par le médiateur international Kofi Annan – qui n'a pas été respecté. Ils avaient renoncé, à la mi-juin, à patrouiller sur le terrain en raison de l'intensification des combats. (© Xinhua/Hazim)





d'arabes sunnites deviendraient hostiles. Quant aux 15 % de Kurdes, ils n'ont d'autre souhait que d'obtenir une région autonome, qu'importe qui sera au pouvoir en Syrie. Il est vrai que les Kurdes préfèrent un Bachar el-Assad faible plutôt qu'un régime issu de la révolution, dominé par des arabes sunnites, plus ou moins islamistes, qui refuseraient l'autonomie aux Kurdes, avec l'aide militaire de la Turquie si le besoin s'en faisait sentir. Jusqu'à présent, le blocage international sur la Syrie protège les Kurdes syriens d'une intervention turque, tout comme il permet la survie du régime de Bachar el-Assad.

La crise syrienne est révélatrice de nouveaux rapports de forces internationaux

La Syrie est un allié stratégique de l'Irak depuis que Saddam Hussein est devenu leur ennemi commun. Téhéran considère toujours la Syrie de Bachar el-Assad comme une pièce maîtresse dans sa politique proche-orientale. Sans elle, le Hezbollah se retrouverait privé de sa base logistique, indispensable dans sa stratégie libanaise et de confrontation avec Israël. La Syrie permet à la République islamique de rompre l'isolement imposé par les États Unis et les pétromonarchies du Golfe. Depuis le retrait américain d'Irak en décembre 2011, la République islamique iranienne a étendu son influence sur ce qui était son ennemi héréditaire grâce à la solidarité chiite. Au Liban, la chute du gouvernement pro-saoudien dirigé par Saad Hariri, en janvier 2011, au profit d'une coalition dominée par le Hezbollah, augmente son emprise sur le pays du Cèdre. Cet axe pro-iranien, que ses détracteurs sunnites

au Moyen-Orient qualifient d'axe chiite (4), représente une sérieuse menace pour les pétromonarchies du Golfe, Israël et l'Alliance Atlantique, d'autant plus que la Russie l'utilise dans sa stratégie de retour au Moyen-Orient et plus généralement sur la scène internationale. La Syrie, dominée par un régime considéré comme minoritaire vis-à-vis de la majorité de la population sunnite, apparaît comme le maillon faible de cet axe pro-iranien. Au-delà des considérations humanitaires et de promotion de la démocratie, nous trouvons dans la *realpolitik* les véritables enjeux d'un conflit qui finit par échapper aux Syriens eux-mêmes.

Le soutien militaire et diplomatique de la Russie au régime de Bachar el-Assad, sans lequel il se serait sans doute déjà écroulé, montre par ailleurs l'intérêt stratégique évident que le pays représente pour Moscou. Le veto chinois, qui accompagne systématiquement le veto russe sur les projets de résolution onusiens contre le régime de Bachar el-Assad, témoigne de la nouvelle alliance stratégique scellée par les deux piliers de la conférence de Shanghai, dont le but est ni plus ni moins de disputer aux États Unis et à leurs alliés une certaine hégémonie sur la planète.

La partition de la Syrie est en marche

Forts de leur histoire ancienne et d'un nationalisme qui transcende les régimes et les communautés, les Syriens ont le sentiment d'être au centre du monde, ce qui, pour une fois, est vrai. Les révolutions tunisiennes ou égyptiennes n'ont pas soulevé autant d'intérêt de par le monde, car nous sommes, avec l'affaire syrienne, confrontés à un nœud gordien. Le régime ne s'effondrera pas rapidement, à moins que Bachar et Maher el-Assad ne soient victimes d'un attentat. La campagne présidentielle aux États Unis bloque toute discussion sérieuse avec la Russie sur le dossier syrien. Barack Obama a plutôt intérêt au maintien d'un conflit de basse intensité en Syrie, plutôt qu'une escalade de la violence qui le mettrait dans l'embarras vis-à-vis de l'électorat américain durant la campagne électorale, qu'il intervienne ou non. Ce blocage diplomatique et le refus d'apaisement entre les deux partis engendrent un état de violence sur le terrain favorable à une balkanisation du pays. Les Kurdes ont commencé à s'autonomiser dans le



Pour aller plus loin

- Fabrice Balanche, *Atlas du Proche-Orient arabe*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne/RFI, 2011, 136 pages.
- Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006, 320 pages.

Photo ci-contre :

Nouveau camp de réfugiés syriens ouvert fin juillet à Za'atri, dans le Nord de la Jordanie, près de la frontière avec la Syrie. D'une capacité d'accueil initiale de 10 000 personnes, le camp sera en mesure d'en accueillir jusqu'à 113 000 quand il sera terminé. Chaque jour, plus de 1 000 syriens passent la frontière, fuyant le conflit en cours. (© Xinhua)

Nord-Est du pays, les alaouites préparent leur réduit et l'ASL, à défaut d'avoir pu prendre Damas, a choisi de porter ses efforts sur Alep, dont la région lui est acquise, pour en faire le siège du futur gouvernement provisoire. Il est clair que le régime de Bachar el-Assad ne pourra se maintenir sur l'ensemble du territoire ni reprendre l'ensemble des territoires perdus, mais il est clair également que l'ASL ne parviendra pas à s'emparer des fiefs du régime : la région côtière, Homs, Damas et le Jebel druze. Une partition de la Syrie en trois entités territoriales se dessine, accompagnée par une intense fragmentation locale en raison de la désorganisation des institutions.

Fabrice Balanche

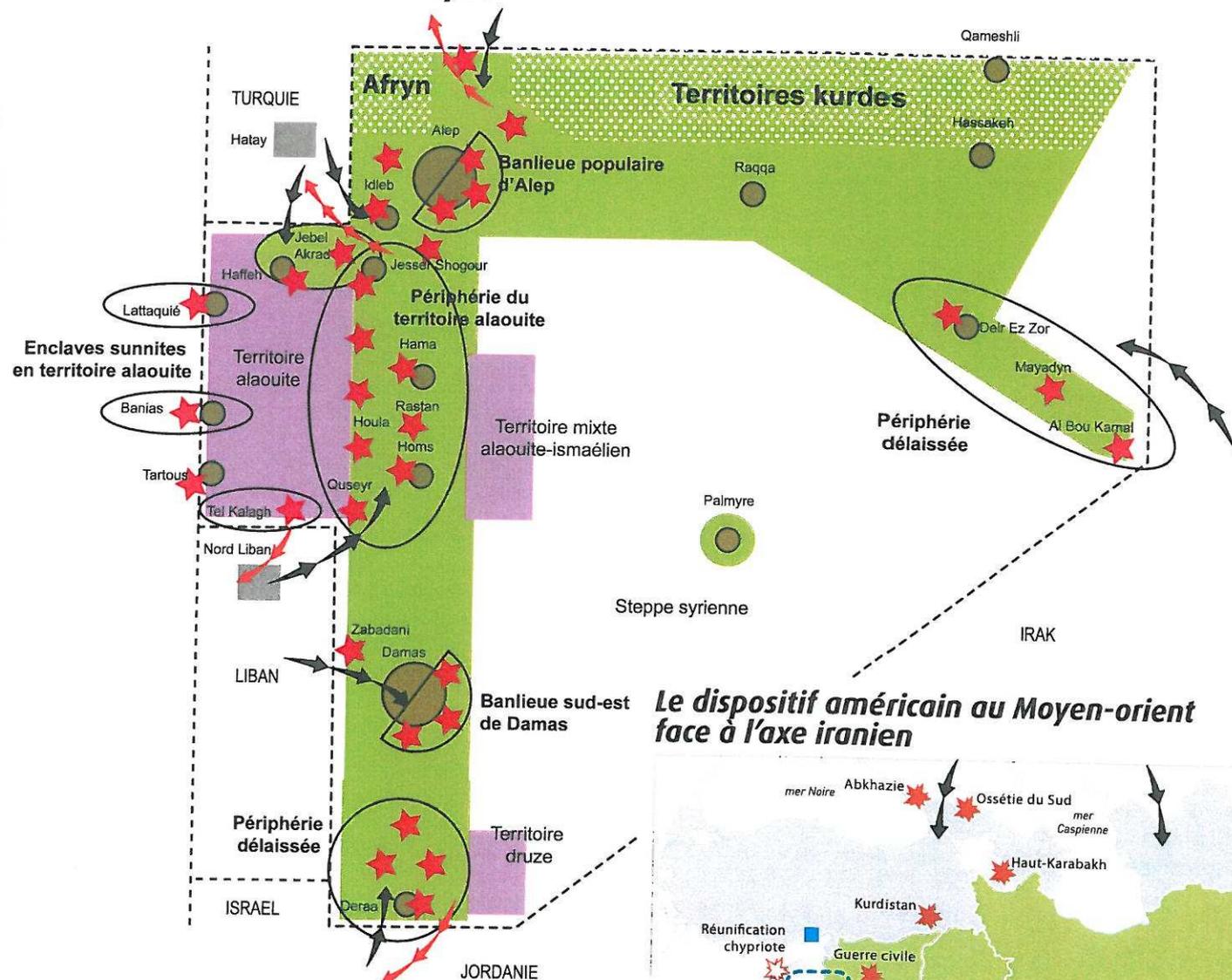
Notes

- (1) <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703833204576114712441122894.html>
- (2) « Syrie : Le discours de Bachar al-Assad ne pouvait pas surprendre », *Libération*, 30 mars 2011.
- (3) Al Jazeera, le 25 mars 2011.
- (4) Laurence Louër : « Déconstruire le croissant chiite », *Revue internationale et stratégique* 4/2009 (n° 76), pp. 45-54.

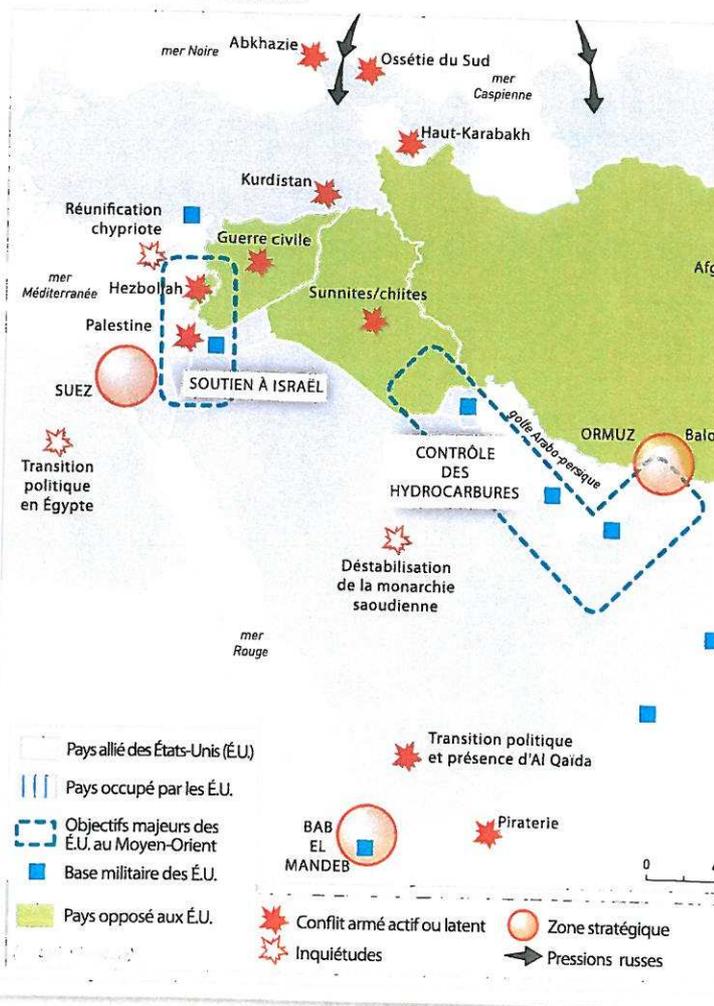
[Syrie : le nouveau déstabilisateur du Moyen-Orient ?]

Par **Fabrice Balanche**, Maître de conférences à l'Université Lyon 2, directeur du Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient

Les territoires de la révolte en Syrie



Le dispositif américain au Moyen-orient face à l'axe iranien



Les territoires et le régime Assad

- Hostiles
- Kurdes
- Fidèles
- Base de l'Armée Syrienne Libre
- Réfugiés
- Infiltrations anti-Assad
- Affrontements
- Ville principale
- Ville secondaire
- Frontière